Le patrimoine de JOB file aux enchères

C'est JOB le désert, l'usine des Pas-Perdus. Dans la grande allée, le feu orange encore allumé ne clignote plus pour personne et le haut bâtiment blanc, sur lequel JOB se lit en lettres rouges, file comme un paquebot à la dérive. C'est un calme plat sous un soleil de plomb, à peine perturbé par la voix du commissaire-priseur qui règle, en habitué, la vente aux enchères. Tout au long de ces mois de tangage et d'affres judiciaires, les salariés syndiqués habitués du gros temps, se sont saisis de la barre délaissée par la direction. Ils veillent encore dans l'ombre de leur local transformé depuis en cellule de reclassement pour les employés. Et ils suivent de près les procédures pénales en cours, car la justice continue de s'intéresser à ce que les salariés appellent le « pillage de leur société ». Bientôt, l'association qu'ils ont créée, « Après JOB », sera relogée par la mairie, sans doute dans une villa, propriété de la ville.

C'était hier à JOB, dans cette emprise de 4,5 ha qui a déjà des allures de friche industrielle. A pas décidés, le commissaire-priseur passe de l'atelier menuiserie à celui de l'affûtage, puis de la chaudronnerie au matériel roulant, suivi par une cohorte d'acheteurs qui ne se disputent pas vraiment les lots. Au milieu des petits artisans et patrons d'usines de mécanique, des anciens employés assistent à la vente forcée, dépossédés brutalement de leur machine, comme si on leur avait envoyé l'huissier.

Les enchères grimpent pour l'outillage récent, mais le vieux tour en fonte de 1929 part finalement à 100 F... En l'absence d'offre, les mises à prix chutent jusqu'au poids de la ferraille. Ici, tout se vend. La veille, on a dispersé le mobilier de bureau et l'informatique. Ce mercredi, on vide les armoires et le gros outillage d'entretien. Jusqu'à la voiture de la direction, une Mercedes bradée à 5.000 F avec ses défauts de vieillesse comme l'atteste le contrôle technique. A côté, une camionnette de pompier utilisée pour les exercices d'incendie. Un véhicule de 15 ans et à peine 300 km au compteur...

« JOB VIVRA ! »

Fin juin, il ne restera rien, après qu'on aura cédé les lourdes machines symboles d'une usine qui assurait un quart de la production mondiale de papier couché, le plus beau qu'on puisse trouver. Pour la vente de ce matériel, la société Chassaing-Rivet-Fournié a prévu l'édition d'un catalogue dont la publicité sera internationale. Des papetiers seraient déjà sur les rangs pour racheter tout ou partie de ces monstrueuses machines qui occupent le bâtiment principal. Ce sera l'ultime étape après la cession immobilière qui aiguise déjà tous les appétits.

En attendant, hier, Maître Fournié est passé d'une fraiseuse à un compresseur, d'un pont roulant à un chariot élévateur. Mandaté par l'Etat après la liquidation judiciaire, il a pour mission d'alléger la dette d'un plan social très lourd qui ne mettra pas les ouvriers sur la paille. Certains ont déjà perçu une partie de leurs indemnités conventionnelles de licenciement, les autres ne les recevront qu'après la formation longue durée qu'ils ont choisie.

La page est donc tournée, démentie par l'inscription « JOB vivra » gravée sur les murs d'enceinte de l'usine, et les appels à la dernière grande manifestation du 11 janvier restés collés sur les panneaux syndicaux.

JOB a arrêté sa production le 15 janvier. Cinq mois après, elle est vendue aux plus offrants. Mais dans un bout de bâtiment, comme une ultime résistance, dort encore un stock de papier pour 7 MF et quinze jours de travail. Un stock qui n'est jamais retourné à la maison-mère, à Scheufelen. Une usine allemande dont on apprend aujourd'hui qu'elle est vendue à son tour...

Jean-Marie DECORSE

Ces terrains valent de l'or

« Ça fait trois nuits que je ne dors pas. Tout cela sent le pillage organisé... », lançait, hier, cet ouvrier de JOB qui suivait la vente comme on se rend à un enterrement. La dispersion de l'outillage n'est pas sans soulever des pincements au cœur chez des employés qui ne se résolvent pas à quitter vraiment le site. Mais c'est l'avenir des bâtiments qui interpelle le plus les ex-salariés, car ils savent que le démantèlement de l'usine obéira à une implacable logique économique parfaitement rodée. L'usine sera vendue au prix du mètre carré industriel, bien en-deçà de sa valeur réelle. La mairie exercera son droit de préemption avant qu'une révision du plan d'occupation des sols ne modifie l'affectation des terrains cédés ensuite à des promoteurs. Ces 4,5 ha situés en bord du fleuve restent un endroit de prédilection. Mais il coulera encore de l'eau sous les ponts avant qu'un programme immobilier ne voie le jour en cet endroit. Et certains se plaisent à espérer que l'administration classe à l'inventaire des monuments historiques le grand bâtiment principal. Celui sur lequel la marque JOB renvoie à un des plus beaux fleurons de l'histoire industrielle toulousaine. Pourquoi pas, lorsqu'on sait qu'en d'autres lieux, la direction de l'architecture et du patrimoine se fait l'ardent défenseur du patrimoine des années trente ? C'est le cas au Blanc-Mesnil et à Villeurbanne où les premiers HLM et logements sociaux ont rejoint désormais le panthéon des monuments historiques.

LA DEPECHE DU MIDI